

Art. 2. Vu la spécificité du secteur du spectacle, et conformément à l'avis du comité de gestion de l'ONSS du 26 octobre 2012, le montant par jour de l'indemnité forfaitaire exonérée de cotisations sociales est fixé à 18 EUR à titre de remboursement de frais pour un repas principal et à 6 EUR pour le repas plus léger lorsque le travailleur effectue des prestations en déplacement en Belgique.

Les montants fixés à la présente convention pourront être adaptés tous les deux ans au 1^{er} janvier, en fonction de l'évolution du coût de la vie, par une convention collective de travail modificative conclue en commission paritaire.

Les conditions d'octroi de ces indemnités forfaitaires pourront être mieux précisées dans des conventions collectives sectorielles spécifiques.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires moyennant la notification d'un préavis de six mois par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire du spectacle. Le délai de préavis prend cours le jour de la notification.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 18 octobre 2013.

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DECONINCK

Art. 2. Gelet op het specifiek karakter van de sector van het vermakelijkheidsbedrijf, en conform het advies van het beheerscomité van de RSZ van 26 oktober 2012, wordt het dagelijks bedrag van de forfaitaire vergoeding vrijgesteld van de sociale bijdragen als terugbetaling van onkosten voor de hoofdmaaltijd vastgesteld op 18 EUR en op 6 EUR voor de lichtere maaltijd wanneer de werknemer prestaties verricht in België op verplaatsing.

De bedragen vastgesteld in deze overeenkomst zullen, elke twee jaar op 1 januari, kunnen worden aangepast, in functie van de evolutie van de levensduurte, door een collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging, gesloten binnen het paritair comité.

De toekenningsvoorwaarden van deze forfaitaire vergoedingen kunnen verder bepaald worden in specifieke sectorale overeenkomsten.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2013 voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk van de ondertekenende partijen, middels het betekenen van een opzegging van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité van het vermakelijkheidsbedrijf. De opzegtermijn vangt aan de dag van betekening.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2013.

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2013/14665]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté royal portant réforme des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB (1)

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris en vertu des articles 3 à 5, 7 et 11 de la loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges.

L'avis du Conseil d'Etat a été suivi. Toutefois, étant donné que l'article 13 de l'arrêté habilite les sociétés à mettre leur objet social en concordance avec l'objet social visé à respectivement l'article 5, 1° à 6° et l'article 4, § 1^{er}, 1° à 6° de la loi du 30 août 2013, la référence aux articles 4 et 5 de la loi du 30 août 2013 a été maintenue dans le préambule.

Cette loi habilite le Roi à prendre toutes les mesures nécessaires, conformément aux principes qui y sont énoncés, en vue de procéder à la réorganisation des activités et des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB (le groupe SNCB) en deux entreprises publiques autonomes sous la forme de sociétés anonymes de droit public au sens de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (un gestionnaire de l'infrastructure et une entreprise ferroviaire) qui participeront ensemble, avec l'Etat, dans une filiale de droit public, « HR Rail », qui agira comme l'employeur unique de l'ensemble du personnel de l'actuel groupe SNCB.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2013/14665]

7 NOVEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot hervorming van de structuren van de NMBS Holding, Infrabel en de NMBS (1)

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, wordt genomen in uitvoering van de artikelen 3 tot 5, 7 en 11 van de wet van 30 augustus 2013 betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen.

Het advies van de Raad van State werd gevolgd, met dien verstande dat, vermits artikel 13 van het besluit de vennootschappen machtigt om hun maatschappelijk doel in overeenstemming te brengen met artikel 5, 1° tot 6°, respectievelijk artikel 4, § 1, 1° tot 6° van de wet van 30 augustus 2013, de verwijzing naar de artikelen 4 en 5 van de wet van 30 augustus 2013 in de preambule werd behouden,

Deze wet machtigt de Koning om met inachtneming van de daarin vastgelegde beginselen en principes alle nuttige maatregelen te nemen met het oog op de reorganisatie van de activiteiten en structuren van NMBS Holding, Infrabel en NMBS (de NMBS groep), tot twee autonome overheidsbedrijven met de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht in de zin van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (een infrastructuurbeheerder en een spoorwegonderneming) die, samen met de Staat, zullen participeren in een dochtervennootschap van publiek recht, "HR Rail", die als enige werkgever voor het voltallige personeel van de huidige NMBS groep zal optreden.

La transition vers la nouvelle structure consiste, globalement, en trois opérations qui se déroulent simultanément : (i) la fusion de la SNCB Holding et de la SNCB via la technique de fusion par absorption de la SNCB par la SNCB Holding, (ii) le transfert de certaines activités et des avoirs de la SNCB Holding à Infrabel, par le biais d'une scission partielle, associé au découplage de la participation actuelle de la SNCB Holding dans Infrabel et (iii) la constitution de HR Rail en tant que société anonyme de droit public, qui sera l'employeur du personnel et dans laquelle seront apportés les actifs et les passifs de l'activité opérationnelle actuelle « human resources » de la SNCB Holding. A ces opérations s'ajoute un certain nombre de mesures d'accompagnement, telles que des augmentations de capital et des transferts de certains actifs et passifs.

Le présent arrêté vise à permettre aux entreprises concernées d'entamer et de mettre en œuvre les opérations de structure nécessaires, en particulier celles qui ont trait à la fusion, à la scission partielle, à l'apport par la SNCB Holding des actifs et passifs susmentionnés à HR Rail et aux mesures d'accompagnement. Cela concerne des opérations auxquelles certains délais sont attachés, entre les sociétés et à l'égard des tiers intéressés, et qui, par conséquent, doivent pouvoir être entreprises en vertu de l'urgence absolue pour permettre de mener la réforme à bien et dans les temps. A cette fin, ces aspects de la réforme ont été isolés dans le présent arrêté, qui constitue le premier volet d'une série de trois arrêtés en matière de structure adoptés sur la base de la loi du 30 août 2013. Les deux autres arrêtés Vous seront présentés séparément pour signature. L'intention du gouvernement est de permettre l'entrée en vigueur de la réforme dans son ensemble le 1^{er} janvier 2014.

Un deuxième arrêté en matière de structure contiendra les modifications (entre autres) à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et à la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB Holding et à ses sociétés liées, de même qu'un certain nombre de mesures qui y sont liées et qui, en conséquence de la nouvelle structure, entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Un troisième arrêté permettra la constitution de HR Rail en tant que société anonyme de droit public, fixera son statut organique et comprendra la réglementation relative au transfert du personnel et des compétences en matière de personnel.

Certaines matières de la réglementation ferroviaire, telles que prévues aux articles 9 et 10 de la loi du 30 août 2013 seront également réglées dans des arrêtés séparés, pris sur la base de la loi précitée.

Etant donné qu'il est crucial, tant pour les sociétés du groupe que d'un point de vue stratégique, juridique, comptable, fiscal et opérationnel que la réforme entre en vigueur, dans son ensemble, le 1^{er} janvier 2014, le présent arrêté vise à permettre aux sociétés concernées d'entamer les démarches requises. Le gouvernement souscrit pleinement à ces motifs d'urgence qui rencontrent, en outre, l'urgence de ses propres préoccupations concernant la gestion de la dette du groupe et la continuité et la qualité du service public.

Comme cela sera expliqué plus loin dans le commentaire de l'article 15, les organes sociétaux compétents pourront prendre leurs décisions sous condition de l'accomplissement des autres arrêtés si, à ce moment, cela s'avère nécessaire. Il est ainsi assuré que la réforme pourra entrer en vigueur de manière globale et cohérente le 1^{er} janvier 2014.

Commentaire des articles

Les articles 2 à 4 du présent arrêté règlent la fusion entre la SNCB Holding et la SNCB, par laquelle la nouvelle entreprise ferroviaire est constituée dans la continuité et sans liquidation des actifs de la SNCB, au moyen de la technique de la fusion par absorption de la SNCB par la SNCB Holding. Ces dispositions répondent dès lors à l'exigence de l'article 41, § 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Toutes les activités et l'entière du capital passent, en conséquence de la fusion, de plein droit et sans interruption de la continuité de la personnalité juridique à l'entreprise ferroviaire, qui adoptera en même temps le nom de Société Nationale des Chemins de fer (en abrégé, « SNCB »).

De overgang naar de nieuwe structuur valt in grote lijnen uiteen in drie operaties die simultaan verlopen : (i) de fusie van NMBS Holding en NMBS via de techniek van een fusie door overneming van NMBS door NMBS Holding, (ii) de overgang van bepaalde activiteiten en vermogensbestanddelen van NMBS Holding naar Infrabel via een partiële splitsing, met daarmee verbonden de ontkoppeling van de huidige participatie van NMBS Holding in Infrabel, en (iii) de totstandbrenging van HR Rail als naamloze vennootschap van publiek recht, die de werkgever van het personeel zal zijn, en waarin de activa en passiva van de huidige bedrijfsactiviteit "human resources" van NMBS Holding zullen worden ingebracht. Daaraan zijn nog een aantal flankerende operaties gekoppeld, zoals kapitaalverhogingen en overdrachten van bepaalde activa en passiva.

Dit besluit strekt ertoe het voor de betrokken vennootschappen mogelijk te maken de vereiste structuuroperaties te initiëren en door te voeren, in het bijzonder met betrekking tot de fusie, de partiële splitsing, de inbreng van de voormelde activa en passiva vanuit NMBS Holding in HR Rail, en de flankerende operaties. Het betreft verrichtingen waaraan binnen de vennootschappen en ten aanzien van derde belanghebbenden zekere doorlooptijden verbonden zijn, en die derhalve bij absolute hoogdringendheid moeten kunnen worden geïnitieerd om de hervorming tijdig tot een goed einde te brengen. Daartoe worden deze aspecten van de hervorming afgezonderd in onderhavig besluit, dat het eerste uitmaakt van een drieluik van structuurbesluiten op grond van de wet van 30 augustus 2013, waarvan de andere twee U afzonderlijk ter ondertekening zullen worden voorgelegd. Het is daarbij de bedoeling van de Regering dat de hervorming in zijn geheel op 1 januari 2014 in werking kan treden.

Een tweede structuurbesluit zal de wijzigingen aan (onder meer) de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en van 23 juli 1926 betreffende NMBS Holding en haar verbonden vennootschappen, alsook een aantal daarmee verbonden maatregelen bevatten, die als gevolg van de nieuwe structuur vanaf 1 januari 2014 in voege zullen treden.

Een derde besluit zal HR Rail als naamloze vennootschap van publiek recht tot stand brengen, haar organiek statuut vaststellen, en de nodige regelingen inzake de overdracht van het personeel en de personeelsaangelegenheden omvatten.

Bepaalde aangelegenheden van spoorwegreglementering, zoals voorzien in artikel 9 en artikel 10 van de wet van 30 augustus 2013, zullen nog in afzonderlijke besluiten genomen op grond van deze wet, worden geregeld.

Aangezien het volgens de vennootschappen van de groep evenwel vanuit strategisch, juridisch, boekhoudkundig, fiscaal en operationeel oogpunt cruciaal is dat de hervorming in zijn geheel op 1 januari 2014 in werking treedt, strekt voorliggend besluit er alvast toe het voor de betrokken vennootschappen mogelijk te maken de vereiste stappen te zetten. De Regering onderschrijft geheel deze redenen van hoogdringendheid, die verder worden ondersteund door haar eigen hoogdringende bekommernissen met betrekking tot de beheersing van de schuld van de groep en de continuïteit en kwaliteit van de openbare dienstverlening.

Zoals hierna bij de commentaar van artikel 15 nog wordt toegelicht, zullen de bevoegde vennootschapsorganen hun beslissingen van de totstandkoming van deze andere besluiten afhankelijk kunnen maken, indien zulks op dat ogenblik nodig is. Zodoende wordt gegarandeerd dat de hervorming op globale en coherente wijze in werking kan treden op 1 januari 2014.

Artikelsgewijze commentaar

De artikelen 2 tot 4 van dit besluit regelen de fusie tussen NMBS Holding en NMBS waarbij, via de techniek van fusie door overneming van NMBS door NMBS Holding, de nieuwe spoorwegonderneming tot stand wordt gebracht, in continuïteit en zonder vereffening van het vermogen van NMBS. Deze bepalingen komen daarmee tegemoet aan artikel 41, § 5 van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Alle activiteiten en het volledige vermogen gaan ingevolge deze fusie van rechtswege en zonder onderbreking van continuïteit van rechtspersoonlijkheid over op de nieuwe spoorwegonderneming die tevens de naam Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (afgekort, "NMBS") zal aannemen.

La fusion se déroule conformément à la procédure prévue dans le Code des sociétés, étant entendu que, sans préjudice des droits des parties intéressées, le délai d'attente de six semaines est réduit à l'article 4 du présent arrêté au délai minimal d'un mois visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la directive du 5 avril 2011 concernant les fusions des sociétés anonymes (Directive 2011/35/UE). À cette fin, l'article 4 de l'arrêté prévoit que la proposition de fusion est déposée au greffe et publiée simultanément sur le site internet des sociétés qui fusionnent. Le délai d'attente d'un mois est calculé sur la base de la date du dépôt au greffe et de la publication sur le site internet. La publication aux Annexes du *Moniteur belge*, conformément à l'article 74 ou à l'article 75 du Code des sociétés, peut alors suivre le trajet normal mais elle n'empêche pas le départ du délai d'attente. Ainsi, les règles prescrites dans l'intérêt des actionnaires et des tiers sont tout à fait conformes à l'article 6 de la Directive 2011/35/UE précitée, sans toutefois que le présent arrêté ne vise ainsi à se prononcer sur la question controversée de savoir si les sociétés anonymes de droit public tombent sous le champ d'application des directives européennes relatives à la société anonyme. Les parties intéressées seront également déjà au courant de la fusion proposée sur la base de la publication du présent arrêté. Cette réduction du délai est justifiée par les mêmes motifs d'urgence d'intérêt général et de continuité du service public, qui ont également mené à une demande d'avis en urgence au Conseil d'Etat, dûment motivée dans le préambule du présent arrêté.

Les articles 5 à 7 du présent arrêté autorisent la SNCB Holding et Infrabel à transférer, au moyen de la technique de la scission partielle, certains actifs et passifs de la SNCB Holding vers Infrabel. L'objectif est double. D'une part, le transfert permet de donner à Infrabel sa nouvelle forme en fonction de l'objet et des missions de service public visées à l'article 4 de la loi du 30 août 2013. La notion d'actifs et de passifs doit, à cet égard, s'entendre au sens large et comprend des biens et dettes ainsi que des droits et obligations, contractuels ou autres, qu'ils soient inscrits ou non au bilan de la SNCB Holding. Elle comprend également des participations dans des sociétés et/ou associations qui sont, dans la structure actuelle, détenues par la SNCB Holding. Ainsi, tous les actifs et passifs qui constituent l'unité opérationnelle « Information & Communication Technology for Rail » seront, sur la base de la scission partielle, transférés à Infrabel dans la mesure où ils n'ont pas trait aux activités de la nouvelle entreprise ferroviaire et de HR Rail, de sorte qu'Infrabel dispose des actifs pour réaliser la partie de son objet social telle que déterminée à l'article 4, § 1^{er}, 6^o de la loi du 30 août 2013. Infrabel reprendra ainsi également la gestion des biens immobiliers qu'elle occupe au principal. Cela concerne, entre autres, la gestion des contrats de location dont la SNCB Holding est actuellement chargée, relatifs aux bâtiments qui sont occupés par Infrabel.

D'autre part, la scission partielle comprend également le transfert de toutes les actions que la SNCB Holding détient dans Infrabel. De cette manière, il est évité que les actions actuellement détenues par la SNCB Holding dans Infrabel ne reviennent, après la fusion avec la SNCB, entre les mains de l'entreprise ferroviaire. L'article 5, § 3 prévoit en outre que ces actions doivent immédiatement être annulées après avoir été reçues par Infrabel. De cette façon, l'opération assure qu'Infrabel, après la réforme, n'agira plus sous la structure d'une holding mais relèvera directement de l'Etat belge. Compte tenu de cette annulation, Infrabel devra procéder à une réduction de son capital conformément à l'article 612 du Code des sociétés.

La scission partielle se rapporte également à une partie de la dette financière de la SNCB Holding. Il va de soi que la dette financière du groupe, qui a été administrée par la SNCB Holding, doit être divisée dans le cadre de la présente réforme vers une structure à deux entités, constituée de l'entreprise ferroviaire et du gestionnaire de l'infrastructure, en tenant compte des besoins pour leur viabilité économique et financière mais aussi d'autres paramètres, tels que la réglementation européenne applicable, et ce, sans impact sur la dette publique. La répartition de la dette a fait l'objet de discussions approfondies entre la SNCB Holding, Infrabel et la SNCB, qui ont abouti à un accord sur la répartition visée à l'article 5, § 1^{er}, 4^o de l'arrêté. Des consultations avec la Commission européenne ont également eu lieu sur la répartition de la dette.

Les opérations proposées dans le présent arrêté aboutissent à la répartition souhaitée de la dette entre le gestionnaire de l'infrastructure et l'entreprise ferroviaire au travers de l'effet combiné de la fusion et de la scission partielle.

De fusie vindt plaats overeenkomstig de procedure voorzien in het Wetboek van vennootschappen, met dien verstande dat, zonder afbreuk te doen aan de rechten van belanghebbenden, de wachtermijn van zes weken op grond van artikel 4 van dit besluit tot de in artikel 6, eerste lid van Richtlijn van 5 april 2011 betreffende fusies van naamloze vennootschappen (Richtlijn 2011/35/EU) bepaalde minimumtermijn van één maand wordt herleid. Daartoe schrijft artikel 4 van het besluit voor dat het fusievoorstel wordt neergelegd ter griffie en gelijktijdig bekendgemaakt op de website van de fusierende vennootschappen. De wachtermijn van een maand wordt berekend op basis van de datum van neerlegging ter griffie en bekendmaking op de website. De bekendmaking in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* overeenkomstig artikel 74 of artikel 75 van het Wetboek van vennootschappen kan vervolgens het gewone traject volgen, maar verhindert de start van de wachtermijn niet. Zodoende is de voorgeschreven regeling in het belang van de aandeelhouders en de derden volledig conform aan artikel 6 van de voormelde Fusierichtlijn 2011/35/EU, zonder overigens dat dit besluit beoogt daarmee standpunt in te nemen over de twistvraag of naamloze vennootschappen van publiek recht onder het toepassingsgebied van de Europese vennootschapsrichtlijnen met betrekking tot de naamloze vennootschap vallen. Belanghebbenden zullen immers ook reeds op grond van de bekendmaking van onderhavig besluit van de voorgenomen fusie op de hoogte zijn. Deze termijnverkortung wordt ingegeven door dezelfde dringende redenen van algemeen belang en continuïteit van de openbare dienst die ook tot in de aanhef van dit besluit gemotiveerde verzoek om spoedadvies van de Raad van State hebben geleid.

De artikelen 5 tot 7 van dit besluit machtigen NMBS Holding en Infrabel om via de techniek van de partiële splitsing bepaalde activa en passiva van NMBS Holding aan Infrabel over te dragen. Hiermee wordt een dubbel doel beoogd. Enerzijds laat de overdracht toe Infrabel haar nieuwe vorm te geven in functie van het doel en de opdrachten van openbare dienst zoals bepaald in artikel 4 van de wet van 30 augustus 2013. De notie van activa en passiva moet daarbij in de ruime zin worden begrepen en omvat goederen en schulden evenals rechten en verbintenissen, van contractuele of andere oorsprong, ongeacht of zij zijn ingeschreven op de balans van de NMBS Holding. Zij omvat ook participaties in vennootschappen en/of verenigingen die in de huidige structuur door NMBS Holding worden aangehouden. Zo zullen op grond van de partiële splitsing alle activa en passiva die de bedrijfsactiviteit "Information & Communication Technology for Rail" vormen aan Infrabel worden overgedragen, in de mate dat zij geen betrekking hebben op de activiteiten van de nieuwe spoorwonderneming en HR Rail, zodat Infrabel over de activa beschikt om het onderdeel van haar doel bepaald in artikel 4, § 1, 6^o van de wet van 30 augustus 2013 te verwezenlijken. Zo zal Infrabel ook het beheer overnemen van de onroerende goederen die zij in hoofdzaak bezet. Het betreft onder meer het beheer van huurovereenkomsten die op dit ogenblik door NMBS Holding wordt verzorgd, m.b.t. gebouwen die door Infrabel worden bezet.

Anderzijds omvat de partiële splitsing ook de overdracht van alle aandelen die NMBS Holding aanhoudt in Infrabel. Op die manier wordt vermeden dat de aandelen die NMBS Holding momenteel in Infrabel aanhoudt na de fusie met NMBS in handen zouden komen van de spoorwonderneming. Artikel 5, § 3 bepaalt bovendien dat deze aandelen onmiddellijk na verkrijging door Infrabel moeten worden vernietigd. Op die manier verzekert de operatie dat Infrabel na de hervorming niet langer onder een holdingstructuur fungeert, maar rechtstreeks onder de Belgische Staat valt. Met het oog op deze vernietiging zal Infrabel moeten overgaan tot een vermindering van haar kapitaal overeenkomstig artikel 612 van het Wetboek van vennootschappen.

De partiële splitsing heeft tevens betrekking op een gedeelte van de financiële schuld van NMBS Holding. Het spreekt voor zich dat de financiële schuld van de groep, die door NMBS Holding werd beheerd, in het kader van de beoogde hervorming naar een tweeledige structuur, tussen de spoorwonderneming en de infrastructuurbeheerder moet worden verdeeld, rekening houdend met de noden van hun financieel-economische leefbaarheid, maar ook met andere parameters, zoals de toepasselijke Europese regelgeving, en dit zonder weerslag op de overheidsschuld. De verdeling van de schuld heeft het voorwerp uitgemaakt van uitgebreide besprekingen tussen NMBS Holding, Infrabel en NMBS die geleid hebben tot een akkoord over de verdeelsleutel vermeld in artikel 5, § 1, 4^o van het besluit. Inzake de verdeling van de schuld werd eveneens overleg gepleegd met de Europese Commissie.

De in dit besluit voorgestelde verrichtingen leiden tot de gewenste schuldverdeling over de infrastructuurbeheerder en de spoorwonderneming via de gecombineerde werking van de fusie en de partiële splitsing.

La possibilité pour la SNCB Holding et Infrabel, prévue à l'article 5, § 4 du présent arrêté, d'apporter des modifications, par consentement mutuel, aux opérations susmentionnées leur donne la possibilité d'apporter des modifications aux opérations proposées pour des raisons techniques dans l'hypothèse où, pendant la mise en œuvre de celles-ci, des complications, par exemple, de nature juridique, financière, comptable ou fiscale se présenteraient, pour lesquelles d'autres solutions techniques se révéleraient indiquées. Les opérations alternatives devront cependant toujours aboutir au résultat poursuivi. La référence à la transition au sens économique de la participation que la SNCB Holding détient dans Infrabel, fait référence au fait qu'il existerait des opérations qui, sans que les actions Infrabel de la SNCB Holding ne soient transférées, aboutiraient en termes économiques au même résultat par le biais de l'impact sur la participation existante de l'Etat dans Infrabel (comme par exemple c'est le cas en conséquence de leur annulation).

Tout comme la fusion, la scission partielle a lieu conformément à la procédure prévue par la Code des sociétés, étant entendu que, sans préjudice des droits des parties intéressées, le délai d'attente de six semaines est réduit à l'article 6 du présent arrêté au délai minimal d'un mois prévu à l'article 4 de la sixième directive du 17 décembre 1982 concernant les scissions des sociétés anonymes (Directive 82/891/CEE). À cette fin, l'article 6 du présent arrêté prévoit que la proposition de scission est déposée au greffe et publiée simultanément sur le site internet des sociétés qui participent à la scission. Le délai d'attente d'un mois est calculé sur la base de la date du dépôt au greffe et de la publication sur le site internet. La publication aux Annexes du *Moniteur belge*, conformément à l'article 74 et à l'article 75 du Code des sociétés, peut alors suivre le trajet normal mais n'empêche pas le départ du délai d'attente. Ainsi, les règles prescrites dans l'intérêt des actionnaires et des tiers sont tout à fait conformes à l'article 4 de la Directive 82/891/CEE sur les scissions précitée, sans toutefois que le présent arrêté ne vise ainsi à se prononcer sur la question controversée de savoir si les sociétés anonymes de droit public tombent sous le champ d'application des directives européennes relatives à la société anonyme. Les parties intéressées seront également déjà au courant de la scission proposée sur la base de la publication du présent arrêté.

Cette réduction du délai est justifiée par les mêmes motifs d'urgence liés à l'intérêt général et à la continuité du service public, qui ont également mené à une demande d'avis en urgence au Conseil d'Etat, dûment motivée dans le préambule du présent arrêté.

L'article 7 de l'arrêté est pris à titre de précaution, dans le cas où cela s'avérerait nécessaire dans le cadre de contrats de financement régis par un droit étranger. Le transfert des droits et des obligations contractuels dans le cadre d'une scission partielle est régi par la *lex societatis*, donc, en l'espèce, le droit belge. Il n'est pas exclu cependant que le droit international privé de certains pays privilégie plutôt la *lex contractus* et qu'il puisse dès lors dans certains cas y avoir un doute sur les conséquences juridiques précises de la scission partielle organisée par le présent arrêté. Dans ce cas, des solutions alternatives à effet équivalent pourront être envisagées.

L'article 8 de l'arrêté autorise expressément la SNCB Holding, Infrabel et la SNCB, le cas échéant, dans le cadre de la mise en œuvre des opérations précitées à procéder à une augmentation de leur capital par incorporation de plus-values de réévaluation non réalisées. Le cas échéant, cette habilitation implique l'autorisation pour la société concernée de procéder à l'émission de nouvelles actions. L'augmentation de capital par incorporation est subordonnée à la condition que ces plus-values de réévaluation soient déterminées par leurs assemblées générales respectives sur la base d'un rapport financier intermédiaire suivant le modèle des comptes annuels et qui sera soumis au contrôle du collège des commissaires (à l'exception de l'établissement de comptes séparés pour les activités ayant trait à leurs tâches de service public, d'une part, et pour leurs autres activités, d'autre part).

Les articles 9 et 10 prévoient le transfert par Infrabel à l'entreprise ferroviaire des actifs et passifs attachés à l'activité d'information aux voyageurs, notamment Railtime. Il s'agit d'une activité dite « *Business To Consumer* » qui suite à la réforme relèvera de l'entreprise ferroviaire et fait partie de « l'accueil et de l'information à ses clients » sur la base de la description de l'objet social figurant à l'article 5, 1° de la loi du 30 août 2013. Ce transfert sera effectué conformément à la procédure prévue aux articles 9 et 10.

De mogelijkheid voor NMBS Holding en Infrabel, voorzien in artikel 5, § 4 van dit besluit, om met onderlinge toestemming wijzigingen aan te brengen aan de hiervoor vermelde verrichtingen verleent hen de mogelijkheid om wegens technische redenen wijzigingen aan te brengen aan voorgestelde verrichtingen indien zich tijdens de uitvoering ervan complicaties van, bijvoorbeeld, juridisch, financiële, boekhoudkundige of fiscale aard zouden voordoen, waardoor andere technische oplossingen mee aangewezen zouden blijken. De vervangende verrichtingen dienen echter steeds tot het gestelde resultaat te leiden. De verwijzing naar de overgang in economische zin van de participatie die NMBS Holding in Infrabel aanhoudt, verwijst naar het feit dat er verrichtingen denkbaar zijn die, zonder dat de Infrabel-aandelen van NMBS Holding aan de Staat worden overgedragen, economisch gezien hetzelfde resultaat bereiken via het effect op de bestaande participatie van de Staat in Infrabel (zoals bijvoorbeeld het geval is ingevolge hun vernietiging).

De partiële splitsing vindt, net als de fusie, plaats overeenkomstig de procedure voorzien in het Wetboek van vennootschappen, met dien verstande dat, zonder afbreuk te doen aan de rechten van belanghebbenden, de wachtermijn van zes weken in artikel 6 van dit besluit van besluit wordt herleid tot de in artikel 4 van de Zesde richtlijn van 17 december 1982 betreffende splitsingen van naamloze vennootschappen (Richtlijn 82/891/EEG) bepaalde minimumtermijn van één maand. Daartoe schrijft artikel 6 van dit besluit voor dat het splitsingsvoorstel wordt neergelegd ter griffie en gelijktijdig bekendgemaakt op de website van de aan de splitsing deelnemende vennootschappen. De wachtermijn van een maand wordt berekend op basis van de datum van neerlegging en bekendmaking op de website. De bekendmaking in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* overeenkomstig artikel 74 of artikel 75 van het Wetboek van vennootschappen kan vervolgens het gewone traject volgen, maar verhindert de start van de wachtermijn niet. Zodoende is de voorgeschreven regeling in het belang van de aandeelhouders en de derden volledig conform aan artikel 4 van de voormelde Splitsingsrichtlijn 82/891/EEG, zonder dat dit besluit beoogt daarmee standpunt in te nemen over de twistvraag of naamloze vennootschappen van publiek recht onder het toepassingsgebied van de Europese vennootschapsrichtlijnen met betrekking tot de naamloze vennootschap vallen. Belanghebbenden zullen immers ook reeds op grond van de bekendmaking van onderhavig besluit van de voorgenomen splitsing op de hoogte zijn.

Deze termijnverkorting wordt ingegeven door dezelfde dringende redenen van algemeen belang en continuïteit van de openbare dienst die ook tot in de aanhef van het ontwerp van besluit gemotiveerde verzoek om spoedadvies van de Raad van State hebben geleid.

Artikel 7 van het besluit wordt uit voorzorg genomen, voor het geval dit nodig zou zijn in het kader van financieringscontracten die worden beheerst door buitenlands recht. De overdracht van contractuele rechten en verplichtingen binnen het kader van een partiële splitsing worden geregeld door de *lex societatis*, d.i. het Belgische recht. Het is echter niet uitgesloten dat het internationaal privaatrecht in bepaalde jurisdicties veeleer voorrang geeft aan de *lex contractus* en dat derhalve in sommige gevallen twijfel kan bestaan omtrent de precieze juridische gevolgen van de opdracht die het gevolg is van de partiële splitsing. In dat geval kunnen alternatieve technieken met een gelijkwaardig resultaat worden overwogen.

Artikel 8 van het besluit geeft aan NMBS Holding, NMBS en Infrabel de uitdrukkelijke machtiging om, in voorkomend geval, in het kader van de uitvoering van voormelde operaties hun kapitaal te verhogen door omzetting van niet verwezenlijkte herwaarderingsmeerwaarden. Waar nodig, impliceert deze machtiging de toelating aan de betrokken vennootschap om tot uitgifte van nieuwe aandelen over te gaan. De kapitaalverhoging door incorporatie is onderworpen aan de voorwaarde dat deze herwaarderingsmeerwaarden door hun respectieve algemene vergaderingen werden vastgelegd op basis van een tussentijds financieel verslag volgens het model van de jaarrekening en dat aan een controle van het college van commissarissen wordt onderworpen (met uitzondering van het opstellen van afzonderlijke rekeningen voor hun taken van openbare dienst enerzijds en hun andere activiteiten anderzijds).

De artikelen 9 en 10 voorzien in de overdracht door Infrabel aan de spoorwegonderneming van de activa en passiva verbonden aan de activiteit informatie aan reizigers, met name Railtime. Het gaat om een zgn. Business To Consumer-activiteit die ingevolge de hervorming tot de nieuwe spoorwegonderneming behoort, en onderdeel uitmaakt van het « onthaal van en informatie aan haar klanten » op grond van de in artikel 5, 1° van de wet van 30 augustus 2013 opgenomen doelomschrijving. Deze overdracht zal worden verwezenlijkt overeenkomstig de procedure vastgelegd in de artikelen 9 en 10.

Cette technique est inspirée de la technique de transfert utilisée dans le cadre de la restructuration de l'ancienne SNCB unitaire en 2004. Les actifs et passifs à transférer seront présentés par le conseil d'administration d'Infrabel dans des listes qui devront être adoptées par le Roi et qui devront être déposées au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles. Les dispositions du Code des sociétés en matière de transfert d'une branche d'activité ne s'appliquent pas à ces opérations.

Le fait que l'article 9 précise qu'Infrabel transfère les actifs et passifs concernés à l'entreprise ferroviaire visée à l'article 3, § 1^{er} découle du fait que ces actifs et passifs sont transférés au motif qu'ils relèvent du périmètre de la nouvelle entreprise ferroviaire, c'est-à-dire de l'entité qui résultera de la fusion de la SNCB Holding et de la SNCB. Ceci n'exclut cependant pas que, d'un point de vue technique, toutes les décisions des sociétés relatives aux opérations envisagées dans le présent arrêté soient adoptées simultanément au même moment et que, en conséquence, les organes de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB, selon les cas, interviennent dans la phase de préparation et de décision.

L'article 11 de l'arrêté définit les actifs et les passifs qui seront apportés à HR Rail. Cela concerne, d'une part, les actifs et les passifs qui concernent l'activité opérationnelle actuelle « human resources » de la SNCB Holding et d'Infrabel. La valeur totale des apports réalisés par la SNCB Holding et Infrabel sera alignée l'une sur l'autre. A cette fin, le montant des soultes en espèces sera repris en espèces dans le plan financier de HR Rail qui est en cours d'élaboration par les sociétés. Ces apports seront rémunérés par l'émission d'actions de HR Rail. Infrabel et la SNCB Holding feront le nécessaire pour qu'au moins deux pourcent des actions qui représentent le capital social de HR Rail soient attribuées à l'Etat, sans contrepartie, dans le respect de l'article 7, 3^o de la loi du 30 août 2013. L'absence de contrepartie est motivée par le fait que HR Rail recevra une dotation de l'Etat.

Cette disposition a également pour objet de laisser le temps nécessaire à la SNCB Holding et à Infrabel pour adopter les décisions préparatoires nécessaires aux apports à HR Rail, de sorte que les listes d'actifs et de passifs à rédiger par la SNCB Holding puissent être approuvées à temps par le Roi.

L'apport même aura cependant lieu au plus tôt au moment où HR Rail sera constituée en tant que société anonyme de droit public, telle que définie à l'article 1^{er}, 4^o de l'arrêté. A cet égard, il est fait référence à ce qui a été exposé ci-avant, dans la partie générale du présent Rapport sur les diverses décisions à adopter.

L'apport de l'activité opérationnelle « human resources » sera réalisé conformément à la procédure prévue à l'article 11. Cette technique est inspirée de la technique de transfert utilisée lors de la réforme de la SNCB unitaire en 2004.

Les actifs et passifs à apporter seront présentés par le conseil d'administration de la SNCB Holding dans des listes qui devront être adoptées par le Roi et qui devront être déposées au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles. Les règles relatives à l'apport de branche d'activité énoncées au titre III du livre XI du Code des sociétés ne s'appliquent pas à l'apport de l'activité opérationnelle.

Les opérations qui sont envisagées dans le présent arrêté requièrent une collaboration complexe et bien coordonnée entre les diverses décisions des organes des sociétés concernées et les textes législatifs. Les décisions des sociétés seront alignées un maximum les unes sur les autres et, en principe, adoptées simultanément par les divers organes intervenants de la société, avec entrée en vigueur au même moment, à savoir le 1^{er} janvier 2014. A cette fin, les sociétés prendront, immédiatement après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les mesures nécessaires au niveau des conseils d'administration pour, ensuite, convoquer des assemblées générales qui, dans la deuxième moitié de décembre, approuveront les opérations présentées, avec entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Dans la séquence des décisions, la fusion visée à l'article 2 aura lieu avant la scission visée à l'article 5, nonobstant le fait que les décisions relatives à ces opérations sont, en principe, adoptées en même temps et entrent en vigueur au même moment.

La SNCB Holding et Infrabel sont autorisées dans l'article 13 du présent arrêté à mettre leur objet social en concordance avec l'objet énoncé à respectivement l'article 5, 1^o à 6^o et l'article 4, § 1^{er}, 1^o à 6^o de la loi du 30 août 2013 dans le cadre des opérations précitées. Etant donné que la modification de l'objet social qu'Infrabel et la SNCB Holding doivent mettre en œuvre découle de la loi, l'article 13 prévoit que la procédure spéciale de modification de l'objet social prévue par l'article 559 du Code des sociétés n'est pas d'application.

Deze techniek is geïnspireerd op de overdrachtstechniek gebruikt naar aanleiding van de herstructurering van de toenmalige unitaire NMBS in 2004. De over te dragen activa en passiva zullen door de raad van bestuur van Infrabel worden voorgesteld in lijsten die door de Koning moeten worden vastgesteld en die moeten worden neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel. De bepalingen van het Wetboek van vennootschappen inzake overdracht van een bedrijfstak zijn niet van toepassing op deze verrichting.

Het feit dat artikel 9 bepaald dat Infrabel de betrokken activa en passiva aan de in artikel 3, § 1 bedoelde spoorwegonderneming overdraagt, wordt hierdoor ingegeven dat deze activa en passiva worden overgedragen omdat zij tot de perimeter van de nieuwe spoorwegonderneming behoren, d.w.z. de entiteit die uit de fusie van NMBS Holding en NMBS ontstaat. Dit staat er evenwel niet aan in de weg dat, vanuit technisch oogpunt, alle vennootschapsbeslissingen met betrekking tot de in dit besluit beoogde verrichtingen simultaan op hetzelfde tijdstip worden genomen, en dat derhalve daartoe in de voorbereidings- en beslissingsfase, al naar gelang het geval, de organen van NMBS Holding, Infrabel en NMBS tussenkomen.

Artikel 11 van het besluit omschrijft de activa en passiva die zullen worden ingebracht in HR Rail. Het betreft enerzijds de activa en passiva die betrekking hebben op de huidige bedrijfsactiviteit « human resources » van NMBS Holding en anderzijds inbrengen in geld door NMBS Holding en Infrabel. De totale waarde van de door Holding en Infrabel verrichte inbrengen zal op elkaar worden afgestemd. Daarbij zal het bedrag van de opleggen in geld ingegeven worden door het financieel plan voor HR Rail dat de vennootschappen uitwerken. Deze inbrengen zullen worden vergoed door de uitgifte van aandelen van HR Rail. Infrabel en NMBS Holding doen het nodige opdat de Staat zich, zonder vergoeding, minimaal twee procent van de aandelen van HR Rail ziet toegekend, met naleving van artikel 7, 3^o van de Wet van 30 augustus 2013. De afwezigheid van een vergoeding wordt gemotiveerd vanuit de logica dat HR Rail een dotatie van de Staat zal ontvangen.

Deze bepaling heeft ook tot doel NMBS Holding en Infrabel toe te laten tijdig de nodige voorbereidende beslissingen met betrekking tot de inbrengen in HR Rail te nemen, zodat de door NMBS Holding op te stellen lijsten van activa en passiva tijdig door de Koning kunnen worden goedgekeurd.

De inbreng zelf zal evenwel ten vroegste plaatsvinden op het ogenblik dat HR Rail als naamloze vennootschap van publiek recht, zoals in artikel 1, 4^o van het besluit gedefinieerd, tot stand is gebracht. Hiervoor wordt verwezen naar wat eerder in het algemene gedeelte van dit Verslag over de diverse aan te nemen besluiten, werd uiteengezet.

De inbreng van de bedrijfsactiviteit « human resources » zal worden verwezenlijkt overeenkomstig de procedure vastgesteld in artikel 11. Deze techniek is geïnspireerd op de overdrachtstechniek gebruikt naar aanleiding van de herstructurering van de toenmalige unitaire NMBS in 2004.

De in te brengen activa en passiva zullen door de raad van bestuur van NMBS Holding worden voorgesteld in lijsten die door de Koning moeten worden vastgesteld en die moeten worden neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel. De regels inzake inbreng van een bedrijfstak in titel III van boek XI van het Wetboek van vennootschappen zijn niet van toepassing op de inbreng van de bedrijfsactiviteit.

De verrichtingen die in dit besluit worden beoogd, vereisen een complex en goed gecoördineerd samenspel van diverse beslissingen van de organen van de betrokken vennootschappen en van wetgevende akten. De vennootschapsbeslissingen zullen maximaal met elkaar worden gealigneerd en in beginsel door de diverse tussenkomende vennootschapsorganen simultaan worden genomen, met inwerkingtreding op hetzelfde tijdstip, namelijk 1 januari 2014. Daartoe nemen de vennootschappen zich voor meteen na de inwerkingtreding van dit besluit de nodige beslissingen op niveau van de raden van bestuur te nemen, om vervolgens algemene vergaderingen bijeen te roepen die in de tweede helft van december de voorgestelde verrichtingen goedkeuren, met inwerkingtreding op 1 januari 2014. In de sequentie van de beslissingen zal de in artikel 2 bedoelde fusie voor de in artikel 5 bedoelde splitsing worden geplaatst, onverminderd het feit dat de beslissingen omtrent deze verrichtingen in beginsel op hetzelfde tijdstip worden genomen en op hetzelfde tijdstip in werking treden.

NMBS Holding en Infrabel worden in artikel 13 van dit besluit gemachtigd om hun doel in overeenstemming te brengen met het doel zoals omschreven in artikel 5, 1^o tot 6^o respectievelijk artikel 4, § 1, 1^o tot 6^o van de wet van 30 augustus 2013 in het kader van de voormelde verrichtingen. Aangezien de doelwijziging die Infrabel en NMBS Holding dienen door te voeren, voortvloeit uit de wet, voorziet artikel 13 dat de bijzondere procedure van doelwijziging voorgeschreven door artikel 559 van het Wetboek van vennootschappen niet van toepassing is.

L'article 14 autorise que la même personne soit nommée comme administrateur délégué des deux sociétés dans le cadre de la phase préparatoire de la fusion entre la SNCB et la SNCB Holding. Cela permet de garantir un transfert harmonieux à la société fusionnée et est en conformité avec la composition symétrique des conseils d'administration de la SNCB et la SNCB Holding dans la phase préparatoire de la fusion.

Dans la mesure où les opérations visées dans le présent arrêté sont liées aux modifications, entre autres, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB Holding et à ses sociétés liées, de même qu'à la constitution de HR Rail en tant que société anonyme de droit public, à l'établissement de son statut organique et à la détermination des dispositions relatives au transfert du personnel et des matières concernant le personnel, et étant donné que ces dispositions seront reprises dans des arrêtés qui vous seront présentés séparément pour signature, comme il a été précisé ci-avant, l'article 15 confère expressément aux sociétés, pour autant que de besoin, la possibilité d'adopter des décisions sur ce point dont l'effet sera subordonné à l'entrée en vigueur de ces arrêtés.

Cette disposition ne porte naturellement pas atteinte à la possibilité pour le Roi, sur la base de la loi du 30 août 2013, de modifier, compléter, remplacer ou abroger également d'autres lois et arrêtés en vue de la réforme. Les lois du 21 mars 1991 et du 23 juillet 1926 constituent cependant les législations organiques de la SNCB Holding, de la SNCB et d'Infrabel, de sorte qu'il est recommandé d'autoriser spécifiquement ces sociétés, pour autant que de besoin, à prendre leurs décisions à propos de la modification de la structure sous condition de l'adaptation de ces lois à la nouvelle structure.

L'article 16 constitue une disposition qui vise à assurer la continuité des procédures d'expropriation en cours.

Les articles 17 et 18 de l'arrêté comprennent des dispositions fiscales concernant la réforme, notamment concernant les conséquences fiscales de la scission partielle visée à l'article 5 de l'arrêté. Sur le plan fiscal, il est nécessaire, de déterminer la valeur des actions Infrabel pour procéder au calcul du boni de liquidation. Après consultation d'experts comptables et fiscaux, la méthode de valorisation retenue est celle de l'approche intrinsèque (actif net réévalué hors subsides en capital). Sans que ceci n'ait pour conséquence une exemption fiscale, et à défaut de méthode préconisée légalement en matière fiscale, l'article 17 prévoit que cette méthode de valorisation peut être retenue sur le plan fiscal pour la valorisation des actions Infrabel. En outre, l'article 18 précise que les actifs et passifs qui seront transférés dans le cadre de la scission partielle sont constitutifs d'une branche d'activité, suite à quoi ce transfert peut bénéficier du régime de continuité en matière de T.V.A.

Afin de garantir la coordination entre toutes les opérations prévues dans le présent arrêté, l'article 19 prévoit que les opérations énoncées aux articles 2, 5, 9 et 11 prennent toutes effet, au plus tard, au même moment, à savoir le 1^{er} janvier 2014 et que les sociétés doivent entreprendre les démarches nécessaires à cette fin, c'est-à-dire que les décisions nécessaires doivent être adoptées par leurs organes compétents, de sorte que les opérations puissent effectivement prendre effet au plus tard le 1^{er} janvier 2014. Un avis sera publié dans le *Moniteur belge*, dans lequel il sera confirmé la date à laquelle les opérations prendront effectivement effet.

En raison des motifs d'urgence, précédemment mentionnés, il est nécessaire de faire entrer le présent arrêté en vigueur le 15 novembre 2013. Les sociétés qui devront mettre les dispositions du présent arrêté en œuvre ont elles-mêmes insisté pour une entrée en vigueur immédiate. Le calendrier relatif aux décisions des sociétés, qui sont nécessaires pour assurer que les opérations visées par le présent arrêté prennent effet le 1^{er} janvier 2014, requiert que les sociétés prennent, immédiatement après le 15 novembre 2013, les décisions nécessaires au niveau des conseils d'administration.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Ministre des Entreprises publiques,
J.-P. LABILLE

Artikel 14 laat toe dat in aanloop naar de fusie tussen NMBS en NMBS Holding eenzelfde persoon als gedelegeerd bestuurder van beide vennootschappen wordt benoemd. Dit laat toe de vlotte overgang naar de gefuseerde vennootschap te verzekeren en is in lijn met de symmetrische samenstelling van de raden van bestuur van NMBS en NMBS Holding in de aanloop naar de fusie.

Nu de verrichtingen waarin dit besluit voorziet, verbonden zijn met wijzigingen aan onder meer de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en aan de wet van 23 juli 1926 betreffende NMBS Holding en haar verbonden vennootschappen, alsook met de totstandbrenging van HR Rail als naamloze vennootschap van publiek recht, de regeling van haar organiek statuut en de vaststelling van bepalingen met betrekking tot de overdracht van het personeel en de personeelsaangelegenheden, en aangezien deze bepalingen zullen worden opgenomen in besluiten die U afzonderlijk ter ondertekening zullen worden voorgelegd zoals hiervoor werd toegelicht, verleent artikel 15 de betrokken vennootschappen voor zoveel als nodig uitdrukkelijk de mogelijkheid om dienaangaande beslissingen te nemen die slechts uitwerking hebben onder voorwaarde van de inwerkingtreding van deze besluiten.

Deze bepaling laat uiteraard de machtiging onverlet die de Koning op grond van de wet van 30 augustus 2013 heeft om ook andere wetten en besluiten met het oog op de hervorming te wijzigen, aan te vullen, te vervangen of op te heffen. De wetten van 21 maart 1991 en van 23 juli 1926 maken echter de organieke wetgeving van NMBS Holding, NMBS en Infrabel uit, zodat het aangevoerde is deze vennootschappen voor zoveel als nodig specifiek toe te laten hun beslissingen aangaande de structuurwijziging van de aanpassing van deze wetten aan de nieuwe structuur afhankelijk te maken.

Artikel 16 voorziet in een bepaling die de continuïteit in de lopende ontegeningsprocedures waarborgt.

De artikelen 17 en 18 van het besluit bevatten fiscale bepalingen met betrekking tot de hervorming, inzonderheid betreffende de fiscale gevolgen van de partiële splitsing bedoeld in artikel 5 van het besluit. Voor de berekening van de liquidatiebonus is het voor fiscale doeleinden noodzakelijk om de waarde van de Infrabel-aandelen te bepalen. Na raadpleging van boekhoudkundige en fiscale deskundigen, is de weerhouden methode die van de intrinsieke waarde (geherwaardeerd netto-actief zonder kapitaalsubsidies). Zonder dat dit een fiscale vrijstelling tot gevolg zou hebben en bij gebrek aan een wettelijk aanbevolen methode in fiscale zaken, bepaalt artikel 17 dat deze waarderingsmethode voor fiscale doeleinden mag weerhouden worden voor de waardering van de Infrabel-aandelen. Daarnaast verduidelijkt artikel 18 dat de activa en passiva die worden overgedragen in het kader van de partiële splitsing kwalificeren als een bedrijfsafdeling waardoor deze overdracht in aanmerking komt voor het continuïteitsregime inzake btw.

Om de coördinatie tussen al de in dit besluit voorziene verrichtingen te waarborgen, voorziet artikel 19 dat de verrichtingen vermeld in de artikelen 2, 5, 9 en 11 allen uiterlijk op hetzelfde ogenblik, zijnde 1 januari 2014, uitwerking krijgen en dat de vennootschappen daartoe de nodige stappen dienen te ondernemen, d.w.z. dat de nodige beslissingen moeten worden genomen door hun bevoegde organen opdat de verrichtingen effectief uiterlijk op 1 januari 2014 uitwerking kunnen krijgen. In het *Belgisch Staatsblad* zal een bericht worden gepubliceerd waarin de datum zal worden bevestigd waarop de verrichtingen effectief uitwerking zullen krijgen.

Wegens de reeds vermelde redenen van hoogdringendheid, is het nodig dit besluit in werking te laten treden op 15 november 2013. De vennootschappen die de voorschriften van dit besluit zullen moeten uitvoeren, hebben zelf op de onmiddellijke inwerkingtreding aangedrongen. De kalender inzake de beslissingen van de vennootschappen die noodzakelijk zijn om ervoor te zorgen dat de verrichtingen bedoeld in dit besluit uitwerking krijgen op 1 januari 2014 vereist immers dat de vennootschappen onmiddellijk na 15 november 2013 de nodige beslissingen zullen nemen op niveau van de raden van bestuur.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Minister van Overheidsbedrijven,
J.-P. LABILLE

Conseil d'Etat section de législation

avis 54.365/4 du 4 novembre 2013 sur un projet d'arrêté royal 'portant réforme des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB (I)'

Le 25 octobre 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Entreprises publiques à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant réforme des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB (I)'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 novembre 2013. La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Bernard Blero, conseillers d'Etat, Yves De Cordt et Christian Behrendt, assesseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Chauffoureaux, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 novembre 2013.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, insérer par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par la nécessité de mettre la réforme de la structure des chemins de fer en œuvre d'urgence puisque : (i) il faut au plus vite mettre fin à l'incertitude, associée à la présente période de transition dans le chef du personnel, des clients et des autres parties prenantes en passant à bref délai à la nouvelle structure, (ii) la qualité des services publics et la ponctualité, pour lesquels la nouvelle structure permettra de prendre les mesures nécessaires, sont à améliorer d'urgence, (iii) l'endettement du groupe SNCB est à maîtriser d'urgence dans l'intérêt de la continuité du service public et la trésorerie de l'Etat et (iv) pour des raisons comptables, il est préférable que la nouvelle structure entre en vigueur au début d'une nouvelle année civile, ce qui, au final, permet de conclure que la SNCB Holding, Infrabel et la SCNB doivent être habilités immédiatement à initier les opérations nécessaires à la réforme, vu que ces opérations requièrent, à leur tour, un certain délai de réalisation, ce qui implique, en pratique, que la nouvelle structure doit impérativement entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Le calendrier relatif aux décisions des sociétés, qui sont nécessaires pour assurer que les opérations visées par le projet d'arrêté prennent effet le 1^{er} janvier 2014, requiert que les sociétés prennent, au plus tard immédiatement après le 15 novembre 2013, les décisions nécessaires au niveau des conseils d'administration. Il est donc nécessaire de faire entrer le présent arrêté en vigueur le 15 novembre 2013 ».

Cette justification doit être intégralement reprise dans le préambule du projet examiné. L'alinéa 8 du préambule sera complété en ce sens.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle l'observation suivante.

Le projet examiné met en œuvre les habilitations données au Roi par les articles 3, 7 et 11 de la loi du 30 août 2013 'relative à la réforme des chemins de fer belges'. Il n'y a, par contre, pas lieu de viser également, à l'alinéa 1^{er} du préambule, les articles 4 et 5 de la loi du 30 août 2013.

Les autres législations visées au préambule ne procurant pas de fondement légal au projet, les alinéas 2 et 5 doivent soit en être omis, soit être rédigés sous la forme de considérants.

Le greffier
Colette Gigot

Le président
Pierre Liénardy

Raad van State afdeling Wetgeving

advies 54.365/4 van 4 november 2013 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot hervorming van de structuren van de NMBS Holding, Infrabel en de NMBS (I)'

Op 25 oktober 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Overheidsbedrijven verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot hervorming van de structuren van de NMBS Holding, Infrabel en de NMBS (I)'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 november 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte en Bernard Blero, staatsraden, Yves De Cordt en Christian Behrendt, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves Chauffoureaux, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 november 2013.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

« L'urgence est motivée par la nécessité de mettre la réforme de la structure des chemins de fer en œuvre d'urgence puisque : (i) il faut au plus vite mettre fin à l'incertitude, associée à la présente période de transition dans le chef du personnel, des clients et des autres parties prenantes en passant à bref délai à la nouvelle structure, (ii) la qualité des services publics et la ponctualité, pour lesquels la nouvelle structure permettra de prendre les mesures nécessaires, sont à améliorer d'urgence, (iii) l'endettement du groupe SNCB est à maîtriser d'urgence dans l'intérêt de la continuité du service public et la trésorerie de l'Etat et (iv) pour des raisons comptables, il est préférable que la nouvelle structure entre en vigueur au début d'une nouvelle année civile, ce qui, au final, permet de conclure que la SNCB Holding, Infrabel et la SCNB doivent être habilités immédiatement à initier les opérations nécessaires à la réforme, vu que ces opérations requièrent, à leur tour, un certain délai de réalisation, ce qui implique, en pratique, que la nouvelle structure doit impérativement entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Le calendrier relatif aux décisions des sociétés, qui sont nécessaires pour assurer que les opérations visées par le projet d'arrêté prennent effet le 1^{er} janvier 2014, requiert que les sociétés prennent, au plus tard immédiatement après le 15 novembre 2013, les décisions nécessaires au niveau des conseils d'administration. Il est donc nécessaire de faire entrer le présent arrêté en vigueur le 15 novembre 2013 ».

Deze motivering dient integraal overgenomen te worden in de aanhef van het thans voorliggende ontwerp. Het achtste lid van de aanhef moet in die zin worden aangevuld.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

Het voorliggende ontwerp geeft uitvoering aan de machtigingen die aan de Koning zijn verleend door de artikelen 3, 7 en 11 van de wet van 30 augustus 2013 'betreffende de hervorming van de Belgische Spoorwegen'. In het eerste lid van de aanhef behoort daarentegen niet ook verwezen te worden naar de artikelen 4 en 5 van de wet van 30 augustus 2013.

Aangezien de andere wetsbepalingen waarnaar verwezen wordt in de aanhef geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp, dienen het tweede en het vijfde lid hetzij te worden weggelaten, hetzij te worden gesteld in de vorm van overwegingen.

De griffier
Colette Gigot

De voorzitter
Pierre Liénardy

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté royal portant réforme des structures de la SNCB Holding, d'Infrabel et de la SNCB (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges, notamment les articles 3 à 5, 7 et 11;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 2013;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre la réforme de la structure des chemins de fer en œuvre d'urgence puisque (i) il faut au plus vite mettre fin à l'incertitude, associée à la présente période de transition dans le chef du personnel, des clients et des autres parties prenantes en passant à bref délai à la nouvelle structure, (ii) la qualité des services publics et la ponctualité, pour lesquels la nouvelle structure permettra de prendre les mesures nécessaires, sont à améliorer d'urgence, (iii) l'endettement du groupe SNCB est à maîtriser d'urgence dans l'intérêt de la continuité du service public et la trésorerie de l'Etat et (iv) pour des raisons comptables, il est préférable que la nouvelle structure entre en vigueur au début d'une nouvelle année civile, ce qui, au final, permet de conclure que la SNCB Holding, Infrabel et la SCNB doivent être habilités immédiatement à initier les opérations nécessaires à la réforme, vu que ces opérations requièrent, à leur tour, un certain délai de réalisation, ce qui implique, en pratique, que la nouvelle structure entre en vigueur au 1^{er} janvier 2014;

Vu que le calendrier relatif aux décisions des sociétés, qui sont nécessaires pour assurer que les opérations visées par le présent arrêté prennent effet le 1^{er} janvier 2014, requiert que les sociétés prennent, au plus tard immédiatement après le 15 novembre 2013, les décisions nécessaires au niveau des conseils d'administration;

Vu qu'il est donc nécessaire de faire entrer le présent arrêté en vigueur le 15 novembre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°54.365/4, donné le 4 novembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB Holding et à ses sociétés liées;

Considérant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Considérant le Code des impôts sur les revenus 1992;

Considérant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

Sur la proposition du Ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes et du Ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Infrabel : la société anonyme de droit public Infrabel;

2° SNCB : la société anonyme de droit public Société Nationale des Chemins de fer belges;

3° SNCB Holding : la société anonyme de droit public SNCB Holding;

4° HR Rail : la société anonyme de droit public HR Rail visée à l'article 7, 1° de la loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges;

5° Code des sociétés : la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés.

CHAPITRE II. — *L'entreprise ferroviaire*

Art. 2. La SNCB Holding et la SNCB sont autorisées à participer à une opération assimilée à la fusion par absorption au sens de l'article 676, 1° *juncto* l'article 671 du Code des sociétés, par laquelle l'ensemble du patrimoine de la SNCB, en tant que société absorbée, est transféré à la SNCB Holding, en tant que société absorbante, suite à la dissolution sans liquidation.

7 NOVEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot hervorming van de structuren van de NMBS Holding, Infrabel en de NMBS (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 augustus 2013 betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen, inzonderheid op artikelen 3 tot en met 5, 7 en 11;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën gegeven op 21 oktober 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting gegeven op 22 oktober 2013;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat de hervorming van de structuur van de spoorwegen dringend moet worden uitgevoerd omdat (i) de met de huidige overgangperiode gepaard gaande onzekerheid voor het personeel, het cliënteel en andere belanghebbende partijen dringend moet worden beëindigd door op korte termijn naar de nieuwe structuur over te stappen, (ii) de kwaliteit van de openbare dienstverlening en de stiptheid dringend moeten worden verbeterd, waartoe de nieuwe structuur de nodige maatregelen zal toelaten, (iii) de schuldpositie van de huidige NMBS groep dringend moet worden beheerst in het belang van de continuïteit van de openbare dienst en de Staatsfinanciën en (iv) een nieuwe structuur om boekhoudkundige redenen bij voorkeur bij de aanvang van een nieuw kalenderjaar in werking treedt, wat er samen toe leidt dat NMBS Holding, Infrabel en NMBS bij hoogdringendheid moeten worden gemachtigd om de met het oog op de hervorming vereiste verrichtingen te initiëren, aangezien die verrichtingen op hun beurt een zekere doorlooptijd in beslag nemen en wat praktisch gezien met zich meebrengt dat de nieuwe structuur op 1 januari 2014 in werking dient te treden;

Gelet op het feit dat, om ervoor te zorgen dat de verrichtingen bedoeld in dit besluit uitwerking krijgen op 1 januari 2014, de planning van de beslissingen van de vennootschappen die hiervoor noodzakelijk zijn, vereist dat de vennootschappen ten laatste uiterlijk na 15 november 2013 de nodige beslissingen nemen op niveau van de raden van bestuur;

Gelet op het feit dat het aldus nodig is dit besluit in werking te laten treden op 15 november 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 54.365/4, gegeven op 4 november 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de wet van 23 juli 1926 betreffende N.M.B.S. Holding en haar verbonden vennootschappen;

Overwegende de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

Overwegende het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

Overwegende het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde;

Op de voordracht van de Minister van Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden, en van de Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Infrabel : de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;

2° NMBS : de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

3° NMBS Holding : de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS Holding;

4° HR Rail : de naamloze vennootschap van publiek recht HR Rail bedoeld in artikel 7, 1° van de wet van 30 augustus 2013 betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen;

5° Wetboek van vennootschappen : de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen.

HOOFDSTUK II. — *Spoorwegonderneming*

Art. 2. NMBS Holding en NMBS worden gemachtigd om deel te nemen aan een met fusie door overneming gelijkgestelde verrichting in de zin van artikel 676, 1° *juncto* artikel 671 van het Wetboek van vennootschappen waarbij het gehele vermogen van NMBS als overgenomen vennootschap als gevolg van een ontbinding zonder vereffening op NMBS Holding als overnemende vennootschap overgaat.

Art. 3. § 1^{er}. La société fusionnée qui résulte de la fusion visée à l'article 2 devient, à ce moment, sans interruption de la continuité de sa personnalité juridique et des activités des deux sociétés qui y ont pris part, l'entreprise ferroviaire visée par l'article 2, 6° de la loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges.

§ 2. L'entreprise ferroviaire visée au paragraphe 1^{er} reprend l'ensemble du patrimoine de la SNCB de plein droit à titre universel, à la date de la fusion visée à l'article 2, et poursuit l'ensemble des activités de la SNCB et ce, sans interruption de la continuité.

§ 3. Dès la date de la fusion visée à l'article 2, la SNCB Holding adopte la dénomination « Société nationale des Chemins de fer belges », en abrégé « SNCB ».

Art. 4. Par dérogation à l'article 719, dernier alinéa du Code des sociétés, la proposition de fusion est déposée au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent au plus tard un mois avant l'assemblée générale appelée à se prononcer sur la fusion et elle est, simultanément, publiée gratuitement sur le site internet de la SNCB Holding et sur le site internet de la SNCB, pendant une période ininterrompue qui court jusqu'à la clôture de l'assemblée générale.

CHAPITRE III. — *Le gestionnaire de l'infrastructure*

Art. 5. § 1^{er}. La SNCB Holding et Infrabel sont autorisées à participer à une scission partielle au sens de l'article 677 juncto l'article 673 du Code des sociétés, par laquelle les actifs et passifs suivants de la SNCB Holding, en tant que société transférante, sont transférés à Infrabel, en tant que société bénéficiaire :

1° toutes les actions que la SNCB Holding détient dans Infrabel;

2° les actifs et passifs qui constituent l'unité opérationnelle « Information & Communication Technology for Rail » de la SNCB Holding, en ce compris les actions des filiales qui font partie de cette activité mais à l'exception de certains actifs et passifs qui ont trait aux activités qui relèvent du périmètre de la société fusionnée visée à l'article 2 et de HR Rail;

3° les actifs et passifs qui constituent l'unité opérationnelle « gestion des biens immobiliers » de la SNCB Holding pour autant que cette gestion concerne des biens immobiliers dont la SNCB Holding n'est pas propriétaire et qui sont occupés majoritairement par Infrabel;

4° les dettes financières nettes consolidées au 31 décembre 2013 (hormis les dettes de la SNCB Logistics) pour un montant total déterminé comme suit :

a) les dettes directement attribuables à Infrabel, c'est-à-dire :

- le montant des subsides d'exploitation alloués à Infrabel pour des prestations antérieures au 1^{er} janvier 2014, mais non encore versés;
- le montant des subsides en capital encaissés par Infrabel mais pour lesquels les investissements n'ont pas encore été réalisés;
- les montants nets empruntés par la SNCB Holding pour les préfinancements régionaux et cofinancements régionaux pour l'infrastructure ferroviaire;
- les montants empruntés par la SNCB Holding pour les Credit Support Annexes transférés à Infrabel (et les dépôts liés);

b) 45 % du montant des dettes qui ne sont pas directement attribuables à la SNCB Holding, Infrabel ou la SNCB étant entendu que :

- les relations « intercompany » en solde au 31 décembre 2013 seront apurées;
- 45 % des charges patronales à payer en 2014 par l'entité fusionnée visée à l'article 3 pour des prestations antérieures au 1^{er} janvier 2014 seront incorporées dans la dette à transférer à Infrabel;
- 45 % de l'avance octroyée au Service des Pensions du Secteur Public en décembre 2013, récupérée par l'entité fusionnée visée à l'article 3, sera déduite de la dette à transférer à Infrabel;
- les aménagements d'actifs corporels loués dont le contrat de location est transféré à Infrabel seront financés à 45 % par Infrabel.

Art. 3. § 1. De gefuseerde vennootschap die als gevolg van de in artikel 2 bedoelde fusie ontstaat, wordt op dat ogenblik, zonder onderbreking van de continuïteit van de rechtspersoonlijkheid en de activiteiten van beide daaraan deelnemende vennootschappen de spoorwegonderneming bedoeld in artikel 2, 6° van de wet van 30 augustus 2013 betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen.

§ 2. De spoorwegonderneming bedoeld in paragraaf 1 neemt het gehele vermogen van NMBS over op het tijdstip van de in artikel 2 bedoelde fusie van rechtswege onder algemene titel en zet de gehele activiteit van NMBS verder zonder onderbreking van de continuïteit.

§ 3. Vanaf het tijdstip van de in artikel 2 bedoelde fusie neemt NMBS Holding de naam "Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen", afgekort "NMBS" aan.

Art. 4. In afwijking van artikel 719, laatste lid van het Wetboek van vennootschappen, wordt het fusievoorstel uiterlijk een maand voor de algemene vergadering die over de fusie moet besluiten ter griffie van de territoriaal bevoegde rechtbank van koophandel neergelegd, en gelijktijdig gratis openbaar gemaakt op de website van NMBS Holding en op de website van NMBS, voor een ononderbroken periode die loopt tot aan de sluiting van de algemene vergadering.

HOOFDSTUK III. — *Infrastructuurbeheerder*

Art. 5. § 1. NMBS Holding en Infrabel worden gemachtigd om deel te nemen aan een partiële splitsing in de zin van artikel 677 juncto artikel 673 van het Wetboek van vennootschappen, waarbij de volgende activa en passiva van de NMBS Holding als overdragende vennootschap op Infrabel als verkrijgende vennootschap overgaan :

1° alle aandelen die NMBS Holding aanhoudt in Infrabel;

2° de activa en passiva die de bedrijfsactiviteit "Information & Communication Technology for Rail" van NMBS Holding uitmaken, met inbegrip van de aandelen van dochtervennootschappen die van deze activiteit onderdeel uitmaken, maar met uitzondering van bepaalde activa en passiva die betrekking hebben op de activiteiten die tot de perimeter behoren van de gefuseerde vennootschap bedoeld in artikel 2 en van HR Rail;

3° de activa en passiva die de bedrijfsactiviteit "beheer van de onroerende goederen" van NMBS Holding uitmaken, voor zover dit beheer betrekking heeft op onroerende goederen die NMBS Holding niet in eigendom heeft en die hoofdzakelijk door Infrabel worden bezet;

4° de geconsolideerde financiële netto schulden op 31 december 2013 (behoudens de schulden van SNCB Logistics) voor een totaal bedrag bepaald als volgt :

a) de schulden die onmiddellijk toerekenbaar zijn aan Infrabel, dat wil zeggen :

- het bedrag van de exploitatiesubsidies die aan Infrabel zijn toegekend voor prestaties vóór 1 januari 2014, maar die nog niet werden gestort;
- het bedrag van de kapitaalsubsidies die door Infrabel werden geïnd maar waarvoor nog geen investeringen werden gedaan;
- het door NMBS Holding geleende netto bedrag voor de regionale prefinancieringen en de regionale cofinancieringen voor de spoorweginfrastructuur;
- de bedragen die door NMBS Holding werden geleend voor de Credit Support Annexes overgedragen aan Infrabel (en de verbonden deposito's);

b) 45 % van het bedrag van de schulden die niet onmiddellijk toerekenbaar zijn aan NMBS Holding, Infrabel of NMBS, ermee rekening houdend dat :

- het saldo, op 31 december 2013, van de "intercompany" relaties zal worden aangezuiverd;
- 45 % van de patronale bijdragen die in 2014 door de gefuseerde entiteit bedoeld in artikel 3 moeten worden betaald voor prestaties vóór 1 januari 2014 zullen worden geïncorporeerd in de schuld die wordt overgedragen aan Infrabel;
- 45 % van het voorschot dat werd toegekend aan de Pensioendienst voor de Overheidssector in december 2013 en dat wordt vergoed aan de gefuseerde entiteit bedoeld in artikel 3 zal worden in mindering gebracht van de schuld die aan Infrabel wordt overgedragen;
- de inrichtingswerken betreffende gehuurde materiële activa waarvan het huurcontract wordt overgedragen aan Infrabel worden voor 45% gefinancierd door Infrabel.

Les collègues des commissaires d'Infrabel et de l'entreprise ferroviaire visée à l'article 3, paragraphe 1^{er} vérifient l'application de cette formule de répartition de la dette dans un rapport spécial conjoint qui est fourni au plus tard six mois après la date mentionnée à l'article 19.

5° accessoirement, d'autres éventuels actifs et passifs déterminés par la SNCB Holding et Infrabel, par consentement mutuel.

§ 2. Dans le cadre de la scission partielle visée au paragraphe 1^{er}, Infrabel est autorisée à procéder à l'émission de nouvelles actions.

§ 3. Infrabel procède immédiatement à l'annulation des actions propres qu'elle reçoit en conséquence de la scission partielle visée au paragraphe 1^{er}.

§ 4. La SNCB Holding et Infrabel peuvent décider, par consentement mutuel, de modifier les opérations visées aux paragraphes 1^{er} à 3, pour autant que ces opérations modifiées, prises ensemble, aboutissent à ce que, d'une part, les actifs et passifs visés au paragraphe 1^{er}, 2° à 4° soient transférés à Infrabel et que, d'autre part, la participation que la SNCB Holding détient dans Infrabel soit transférée à l'Etat, soit au sens juridique, soit au sens économique.

Art. 6. Par dérogation à l'article 728, dernier alinéa, du Code des sociétés, la proposition de scission est déposée au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent au plus tard un mois avant l'assemblée générale appelée à se prononcer sur la scission et elle est, simultanément, publiée gratuitement sur le site internet de la SNCB Holding et sur le site internet d'Infrabel, pendant une période ininterrompue qui court jusqu'à la clôture de l'assemblée générale.

Art. 7. Dans l'hypothèse où des emprunts ou d'autres dettes visés à l'article 5, § 1^{er}, 4° ne pourraient pas être transférés en libérant la SNCB Holding de ses obligations, le transfert des obligations et charges y afférentes sera réalisé par toute autre technique à effet équivalent.

CHAPITRE IV. — *Augmentation de capital par incorporation de plus-values de réévaluation*

Art. 8. La SNCB Holding, Infrabel et la SNCB sont, chacune pour ce qui la concerne, autorisées à procéder avant ou en relation avec les opérations visées par le présent arrêté, au cours de l'exercice actuel, à une augmentation de capital par incorporation de plus-values de réévaluation non réalisées au capital, à condition que ces plus-values de réévaluation, au plus tard au moment où leur assemblée générale décide d'une augmentation de capital par incorporation, soient déterminées dans un rapport financier intermédiaire approuvé par leur assemblée générale, comprenant un bilan intermédiaire, un compte de résultat intermédiaire et les justifications y afférentes qui sont établis selon les mêmes méthodes et la même présentation que les comptes annuels et qui sont soumis à un contrôle similaire au contrôle des comptes annuels par le collège des commissaires visé à l'article 25 de la loi du 21 mars 1991 portant réformes de certaines entreprises publiques économiques.

Par dérogation à l'alinéa précédent, un système distinct de comptes tel que visé à l'article 27, paragraphe 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 portant réformes de certaines entreprises publiques économiques ne doit pas être établi.

CHAPITRE V. — *Transferts d'actifs et de passifs*

Art. 9. § 1^{er}. Infrabel transfère à l'entreprise ferroviaire visée à l'article 3, § 1^{er} sans contrepartie les actifs et passifs suivants :

1° les actifs et passifs qui constituent l'activité d'information aux voyageurs d'Infrabel, notamment « Railtime », et dont la liste est établie par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres;

2° accessoirement, d'autres éventuels actifs et passifs dont la liste est établie par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Le titre IV du livre XI du Code des sociétés ne s'applique pas au transfert visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Roi établit, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la liste visée au paragraphe 1^{er}, 1°.

Cette liste est déposée au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, où toute personne peut en prendre connaissance gratuitement et en obtenir copie intégrale ou partielle moyennant paiement des droits de greffe.

§ 4. Les opérations visées au paragraphe 1^{er} entraînent de plein droit le transfert des actifs et passifs qui en font partie à la date visée à l'article 19 et le transfert est à partir de cette date pleinement opposable aux tiers.

De colleges van commissarissen van Infrabel en van de in artikel 3, paragraaf 1 bedoelde spoorwegonderneming gaan de toepassing van voormelde formule van schuldverdeling na in een gezamenlijk bijzonder verslag dat uiterlijk zes maanden na de in artikel 19 bedoelde datum, wordt afgeleverd.

5° bijkomstig, eventuele andere activa en passiva met onderlinge toestemming van NMBS Holding en Infrabel bepaald.

§ 2. Infrabel wordt gemachtigd om in het kader van de partiële splitsing bedoeld in paragraaf 1 over te gaan tot de uitgifte van nieuwe aandelen.

§ 3. Infrabel gaat over tot de onmiddellijke vernietiging van de eigen aandelen die zij als gevolg van de in paragraaf 1 bedoelde partiële splitsing verkrijgt.

§ 4. NMBS Holding en Infrabel kunnen met onderlinge toestemming beslissen de in paragrafen 1 tot 3 bedoelde verrichtingen te wijzigen, voor zover die gewijzigde verrichtingen samen genomen tot het resultaat leiden dat enerzijds de in paragraaf 1, 2° tot 4° bedoelde activa en passiva aan Infrabel worden overgedragen en anderzijds de participatie die NMBS Holding in Infrabel aanhoudt op de Staat overgaat, hetzij in juridische, hetzij in economische zin.

Art. 6. In afwijking van artikel 728, laatste lid van het Wetboek van vennootschappen, wordt het splitsingsvoorstel uiterlijk een maand voor de algemene vergadering die over de splitsing moet besluiten ter griffie van de territoriaal bevoegde rechtbank van koophandel neergelegd, en gelijktijdig gratis openbaar gemaakt op de website van NMBS Holding en op de website van Infrabel, voor een ononderbroken periode die loopt tot aan de sluiting van de algemene vergadering.

Art. 7. Zo leningen of schulden bedoeld in artikel 5, § 1, 4° niet kunnen worden overgedragen mits bevrijding van NMBS Holding van haar verbintenissen, wordt de overdracht van de betreffende verbintenissen en lasten tot stand gebracht door een andere techniek met evenwaardig resultaat.

HOOFDSTUK IV. — *Kapitaalverhoging door omzetting van herwaarderingsmeerwaarden*

Art. 8. NMBS Holding, Infrabel en NMBS worden, elk voor zich, gemachtigd om vooraf aan of in samenhang met de in dit besluit bedoelde verrichtingen, lopende het huidige boekjaar, over te gaan tot verhoging van hun kapitaal door omzetting van niet verwezenlijkte herwaarderingsmeerwaarden in kapitaal op voorwaarde dat deze herwaarderingsmeerwaarden uiterlijk op het ogenblik waarop hun algemene vergadering tot kapitaalverhoging door omzetting beslist, zijn vastgesteld in een door hun algemene vergadering goedgekeurd tussentijds financieel verslag, bestaande uit een tussentijds balans, een tussentijds resultatenrekening en de toelichting daarbij die volgens dezelfde methoden en dezelfde opstelling worden opgemaakt als de jaarrekening en aan een gelijkaardige controle als de jaarrekening worden onderworpen vanwege het college van commissarissen bedoeld in artikel 25 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

In afwijking van het voorgaande lid, dient niet te worden voorzien in een afzonderlijk stelsel van rekeningen zoals bedoeld in artikel 27, paragraaf 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

HOOFDSTUK V. — *Overdrachten van activa en passiva*

Art. 9. § 1. Infrabel draagt aan de spoorwegonderneming bedoeld in artikel 3, § 1 zonder vergoeding volgende activa en passiva over :

1° de activa en passiva die de activiteit informatie aan reizigers van Infrabel uitmaken, met name "Railtime", en waarvan de lijst door de Koning wordt bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad;

2° bijkomstig, eventuele andere activa en passiva waarvan de lijst door de Koning wordt bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 2. Titel IV van boek XI van het Wetboek van vennootschappen is niet van toepassing op de overdracht bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. De Koning stelt bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de lijst bedoeld in paragraaf 1, 1° vast.

Deze lijst wordt neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, waar eenieder er kosteloos kennis van kan nemen en er een volledige of gedeeltelijke kopie van kan bekomen mits betaling van de griffierechten.

§ 4. De verrichtingen bedoeld in paragraaf 1 brengen van rechtswege de overdracht mee van de activa en passiva die er deel van uitmaken op de datum bedoeld in artikel 19, en de overdracht is vanaf die datum volledig tegenwerpelijk aan derden.

Art. 10. Si les actifs qui sont transférés dans le cadre de l'une des opérations visées à l'article 9 comprennent des droits réels portant sur des biens immeubles, ceux-ci sont décrits dans une section particulière de la liste des actifs et passifs. Cette liste vaudra acte translatif ou constitutif de ces droits. La section particulière de la liste est transcrite sur le registre approprié dans chaque bureau de conservation des hypothèques dans le ressort duquel les biens immeubles en question sont situés. Le délai pour la transcription court à partir de la date visée à l'article 9.

CHAPITRE VI. — *Apports à HR Rail*

Art. 11. § 1^{er}. La SNCB Holding apporte à HR Rail les actifs et passifs suivants :

1° les actifs et passifs qui se rapportent à l'activité opérationnelle « human resources » de la SNCB Holding et dont la liste est établie par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres;

2° une soulte en espèces pour un montant global qui est fixé sur base d'un plan financier, déterminé par la SNCB Holding et Infrabel par consentement mutuel.

§ 2. Infrabel fait un apport en espèces à HR Rail pour un montant correspondant à la valeur totale de l'apport de la SNCB Holding, conformément au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Les apports visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont rémunérés par des actions représentatives du capital de HR Rail.

§ 4. La SNCB Holding et Infrabel feront le nécessaire de sorte qu'au moins deux pourcent des actions qui représentent le capital social de HR Rail soient attribuées à l'Etat, sans contrepartie, et que le solde des actions qui représentent le capital social de HR Rail soit détenu en parts égales par la SNCB Holding et Infrabel.

§ 5. Le titre III du livre XI du Code des sociétés ne s'applique pas à l'apport visé au paragraphe 1^{er}.

§ 6. Le Roi arrête par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la liste visée au paragraphe 1^{er}.

Cette liste est déposée au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, où toute personne peut en prendre connaissance gratuitement et en obtenir copie intégrale ou partielle moyennant paiement des droits de greffe.

§ 7. L'opération visée au paragraphe 1^{er}, 1° entraîne de plein droit le transfert des actifs et passifs qui en font partie à la date visée à l'article 19 et le transfert est à partir de cette date pleinement opposable aux tiers.

Art. 12. Si les actifs qui sont transférés dans le cadre de l'une des opérations visées à l'article 11 comprennent des droits réels portant sur des biens immeubles, ceux-ci sont décrits dans une section particulière de la liste des actifs et passifs. Cette liste vaudra acte translatif ou constitutif de ces droits. La section particulière de la liste est transcrite sur le registre approprié dans chaque bureau de conservation des hypothèques dans le ressort duquel les biens immeubles en question sont situés. Le délai pour la transcription court à partir de la date à laquelle les opérations visées à l'article 11 sortent leurs effets.

CHAPITRE VII. — *Dispositions communes et dispositions diverses*

Art. 13. La SNCB Holding et Infrabel sont autorisées, dans le cadre des opérations visées dans le présent arrêté, à mettre leur objet social en concordance avec l'objet social visé respectivement à l'article 5, 1° à 6° et à l'article 4, § 1^{er}, 1° à 6° de la loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges. L'article 559 du Code des sociétés ne s'applique pas à de telles modifications de l'objet social.

Art. 14. Les fonctions d'administrateur délégué de la SNCB et d'administrateur délégué de la SNCB Holding peuvent être cumulées et ce, jusqu'au moment où la fusion visée à l'article 2 sort ses effets.

Art. 15. § 1^{er}. Sur la base des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du 30 août 2013 sur la réforme des chemins de fer belges, le Roi établit par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, les modifications de la loi du 21 mars 1991 relative à la réforme de certaines entreprises publiques économiques et de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB Holding et à ses sociétés liées, qui sont liées aux opérations visées par le présent arrêté.

Art. 10. Indien de activa die in het kader van een van de verrichtingen bedoeld in artikel 9 worden overgedragen, zakelijke rechten op onroerende goederen omvatten, worden deze beschreven in een afzonderlijke afdeling van de lijst van activa en passiva. Deze lijst geldt als akte tot overdracht of vestiging van die rechten. De afzonderlijke afdeling van de lijst wordt overgeschreven in het daartoe bestemd register op elk kantoor van bewaring der hypotheeken in wiens ambtsgebied de betrokken onroerende goederen zijn gelegen. De termijn voor de overschrijving loopt vanaf de datum bedoeld in artikel 9.

HOOFDSTUK VI. — *Inbrengen in HR Rail*

Art. 11. § 1. NMBS Holding brengt in HR Rail de volgende activa en passiva in :

1° de activa en passiva die de bedrijfsactiviteit "human resources" van NMBS Holding uitmaken en waarvan de lijst door de Koning wordt bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad;

2° een opleg in geld voor een totaal bedrag dat wordt bepaald op grond van een financieel plan, met onderlinge toestemming van NMBS Holding en Infrabel bepaald.

§ 2. Infrabel doet een inbreng in geld in HR Rail voor een bedrag dat overeenstemt met de waarde van de totale inbreng van NMBS Holding overeenkomstig paragraaf 1.

§ 3. De inbrengen bedoeld in paragrafen 1 en 2 worden vergoed door aandelen in het kapitaal van HR Rail.

§ 4. NMBS Holding en Infrabel doen het nodige zodat aan de Staat, zonder vergoeding, minimaal twee procent van de aandelen die het maatschappelijk kapitaal van HR Rail vertegenwoordigen worden toegekend en de overige aandelen die het maatschappelijk kapitaal van HR Rail vertegenwoordigen in gelijke delen door NMBS Holding en Infrabel worden aangehouden.

§ 5. Titel III van boek XI van het Wetboek van vennootschappen is niet van toepassing op de inbreng bedoeld in paragraaf 1.

§ 6. De Koning stelt bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de lijst bedoeld in paragraaf 1 vast.

Deze lijst wordt neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, waar eenieder er kosteloos kennis van kan nemen en er een volledige of gedeeltelijke kopie van kan bekomen mits betaling van de griffierechten.

§ 7. De verrichting bedoeld in paragraaf 1, 1° brengt van rechtswege de overdracht mee van de activa en passiva die er deel van uitmaken op de datum bedoeld in artikel 19, en de overdracht is vanaf die datum volledig tegenwerplijk aan derden.

Art. 12. Indien de activa die in het kader van een van de verrichtingen bedoeld in artikel 11 worden overgedragen, zakelijke rechten op onroerende goederen omvatten, worden deze beschreven in een afzonderlijke afdeling van de lijst van activa en passiva. Deze lijst geldt als akte tot overdracht of vestiging van die rechten. De afzonderlijke afdeling van de lijst wordt overgeschreven in het daartoe bestemd register op elk kantoor van bewaring der hypotheeken in wiens ambtsgebied de betrokken onroerende goederen zijn gelegen. De termijn voor de overschrijving loopt vanaf de datum waarop de verrichtingen bedoeld in artikel 11 uitwerking hebben.

HOOFDSTUK VII. — *Gemeenschappelijke en diverse bepalingen*

Art. 13. NMBS Holding en Infrabel worden gemachtigd om, in het kader van de verrichtingen bedoeld in dit besluit, hun doel in overeenstemming te brengen met artikel 5, 1° tot 6°, respectievelijk artikel 4, § 1, 1° tot 6° van de wet van 30 augustus 2013 betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen. Artikel 559 van het Wetboek van vennootschappen is niet van toepassing op deze doelwijzigingen.

Art. 14. De functies van gedelegeerd bestuurder van NMBS en gedelegeerd bestuurder van NMBS Holding kunnen worden gecumuleerd tot op het ogenblik dat de fusie bedoeld in artikel 2 uitwerking heeft.

Art. 15. § 1. Op grond van de machten die hem door de wet van 30 augustus 2013 betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen zijn toegekend, stelt de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijzigingen aan de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en aan de wet van 23 juli 1926 betreffende NMBS Holding en haar verbonden vennootschappen vast, die met de in dit besluit bedoelde verrichtingen samenhangen.

§ 2. Sur la base des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du 30 août 2013 sur la réforme des chemins de fer belges, le Roi règle par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, la constitution de HR Rail et en détermine le statut organique.

§ 3. Les décisions des organes compétents de la SNCB Holding, de la SNCB, d'Infrabel et de HR Rail liées aux opérations visées par le présent arrêté peuvent, si nécessaire, être prises sous condition de l'accomplissement des arrêtés visés aux paragraphes 1^{er} et 2.

Art. 16. La société bénéficiaire succède aux droits et obligations de la société transférante, qui résultent de procédures d'expropriation en cours à la date d'entrée en vigueur des transferts qui ont lieu à l'occasion de l'une des opérations visées dans le présent arrêté.

Art. 17. La valeur pro fisco des actions Infrabel détenues par la SNCB Holding, et qui font l'objet d'un apport par voie de scission partielle visée à l'article 5, est égale à la valeur des fonds propres d'Infrabel déterminée en excluant le montant des subsides en capital à la date de prise d'effet juridique de la scission précitée.

Art. 18. Les actifs et passifs visés à l'article 5 qui seront transférés par la SNCB Holding à Infrabel dans le cadre de la scission partielle sont constitutifs d'une branche d'activité au sens des articles 11 et 18 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 19. § 1^{er}. Les opérations visées aux articles 2, 5, 9 et 11 prennent effet au plus tard le 1^{er} janvier 2014. A cette fin, la SNCB Holding, Infrabel, la SNCB et HR Rail prennent les mesures nécessaires en temps utile.

§ 2. Un avis, publié au *Moniteur belge*, confirme la date à laquelle les opérations prennent effet, telle que prévue au paragraphe 1^{er}.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur au 15 novembre 2013.

Art. 21. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a les Entreprises publiques dans ses attributions sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Ministre des Entreprises publiques,
J.-P. LABILLE

§ 2. Op grond van de machten die hem door de wet van 30 augustus 2013 betreffende de hervorming van de Belgische spoorwegen zijn toegekend, regelt de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de oprichting van HR Rail en stelt hij haar organiek statuut vast.

§ 3. De beslissingen van de bevoegde organen van NMBS Holding, NMBS, Infrabel en HR Rail met betrekking tot de verrichtingen bedoeld in dit besluit, kunnen, indien nodig, van de voorwaarde van de totstandkoming van de in paragrafen 1 en 2 bedoelde besluiten afhankelijk worden gemaakt.

Art. 16. De overnemende vennootschap treedt in de rechten en verplichtingen van de overdragende vennootschap die voortvloeien uit lopende onteigeningsprocedures op datum van inwerkingtreding van de overdrachten die naar aanleiding van een van de verrichtingen bedoeld in dit besluit plaatsvinden.

Art. 17. De pro fisco waarde van de Infrabel-aandelen die door NMBS Holding worden aangehouden en die het voorwerp uitmaken van een inbreng door middel van een partiële splitsing bedoeld in artikel 5, is gelijk aan de waarde van het eigen vermogen van Infrabel met uitsluiting van de kapitaalsubsidies, zoals vastgesteld op de dag waarop voormelde splitsing juridisch uitwerking krijgt.

Art. 18. De in artikel 5 bedoelde activa en passiva die worden overgedragen door NMBS Holding aan Infrabel in het kader van de partiële splitsing kwalificeren als een bedrijfsafdeling in de zin van de artikelen 11 en 18 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 19. § 1. De verrichtingen bedoeld in de artikelen 2, 5, 9 en 11 hebben uitwerking uiterlijk op 1 januari 2014. NMBS Holding, Infrabel, NMBS en HR Rail nemen daartoe tijdig de nodige beslissingen.

§ 2. Een bericht, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, bevestigt de datum waarop de verrichtingen uitwerking hebben, zoals bedoeld in paragraaf 1.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 15 november 2013.

Art. 21. De minister bevoegd voor Financiën en de minister bevoegd voor Overheidsbedrijven zijn wat hun betreft, belast met de uitwerking van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 november 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Minister van Overheidsbedrijven,
J.-P. LABILLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2013/24359]

9 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal octroyant un subside au Centre belge d'Evidence Based Medicine pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu la loi du 4 mars 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les articles 14 et 22;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 août 2013;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2013/24359]

9 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage aan het Belgisch Centrum voor Evidence Based Medicine voor de periode van 1 januari 2013 tot 31 december 2013

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 4 maart 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, artikelen 14 en 22;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 13 augustus 2013;